

américains, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, la force d'intervention civile du Canada, le Forum des fédérations et les missions canadiennes d'observation électorale. Le Canada a contribué à améliorer la participation citoyenne et la surveillance du processus électoral national en Tanzanie en 2015 en facilitant l'utilisation de plateformes de médias sociaux par un consortium d'organisations de la société civile locales.

L'autonomisation des femmes et des filles, par leur participation pleine et entière, y compris à titre de représentantes élues, n'est pas qu'une question de chiffres. Il s'agit aussi de créer des espaces où elles peuvent exprimer leurs besoins et leurs intérêts, en plus d'influer sur les décisions qui les touchent. En mars 2016, le Canada a lancé un projet de 2 millions de dollars afin de soutenir le programme Égalité entre les sexes en politique de l'Union interparlementaire, de 2016 à 2019. Cela permettra de :

- promouvoir des assemblées législatives représentatives et responsables par une participation accrue des femmes;
- renforcer la capacité décisionnelle des femmes dans les assemblées législatives;
- renforcer la capacité des assemblées législatives à mettre en œuvre des réformes qui sont bénéfiques pour les femmes et qui contribuent à leur autonomisation.

La responsabilisation politique implique également la préparation éclairée et transparente des budgets. Le projet canadien de renforcement de la gouvernance démocratique au Myanmar a fait progresser la transition de ce pays vers la démocratie en permettant aux parlementaires et à leur personnel de mieux connaître leurs rôles et leurs responsabilités en ce qui concerne le processus budgétaire annuel du Myanmar.

DROITS DE LA PERSONNE ET PRIMAUTÉ DU DROIT

La promotion et la protection des droits de la personne sont essentielles dans une société démocratique. Les droits de la personne sont universels, indivisibles, interdépendants et interreliés. En 2015-2016, le Canada a fourni un appui au projet « Renforcer l'éducation aux droits humains à l'échelle mondiale » d'Equitas – Centre international d'éducation aux droits humains. La contribution du Canada a aidé les défenseurs des droits de la personne, notamment des enfants et des jeunes, à devenir des agents de changement. De 2014 à 2016, Equitas a donné de la formation à 310 défenseurs des droits de la personne issus de différents pays, comme Haïti, la Tanzanie, la Colombie et le Sénégal. On leur a enseigné comment diriger des initiatives de défense des droits et de sensibilisation en appliquant les normes internationales et régionales en matière de droits de la personne.

L'état de droit joue également un rôle central dans le développement et la prospérité économique. Un système de justice impartial, accessible,

équitable et indépendant qui protège les droits de l'ensemble des personnes sans discrimination est au cœur d'une démocratie efficace.

Jusqu'à tout récemment, les Ukrainiens devaient payer de leur poche pour obtenir des avis juridiques et être représentés devant les tribunaux, de sorte que beaucoup d'entre eux n'avaient pas les moyens d'accéder à la justice, notamment parmi les groupes marginalisés. Cette situation a miné la confiance des citoyens à l'égard des institutions publiques et du système de justice. En 2015, grâce au soutien du Canada, le système ukrainien d'aide juridique a été élargi avec l'ajout de 100 cliniques d'aide juridique. Celles-ci fourniront des services d'aide juridique gratuits à quelque 8 millions de clients éventuels, ce qui améliorera leur accès à la justice et permettra de mieux protéger leurs droits. En 2015, plus de 60 000 demandes d'aide juridique ont été enregistrées.

Au Panama et au Honduras, le projet Développer les capacités pour le respect du droit du travail d'Emploi et Développement social Canada a aidé les gouvernements, les travailleurs et les employeurs à améliorer les relations et les pratiques de travail au moyen de nouveaux outils et de nouvelles ressources. Les ministères du Travail ont lancé de nouveaux services en ligne pour permettre aux travailleurs et aux employeurs de calculer les prestations, le salaire minimum et les heures supplémentaires, et de demander des inspections. De la formation sur les droits du travail ainsi que des campagnes d'information sur les droits des travailleuses, l'éradication du travail des enfants et le salaire minimum ont contribué à améliorer les conditions générales du marché du travail.

La Commission internationale contre l'impunité au Guatemala est une commission d'enquête indépendante soutenue par les Nations Unies, le Canada et d'autres donateurs. Ces huit dernières années, l'aide de 18 millions de dollars du Canada à la Commission a aidé le gouvernement guatémaltèque à enquêter sur la criminalité organisée et à traduire en justice des organisations criminelles ainsi qu'à réaliser des enquêtes en matière pénale.

Les chercheurs financés par le CRDI au Guatemala et en Colombie jouent un rôle d'impulsion pour que les femmes autochtones et les paysannes aient accès à la justice. Le soutien du CRDI a aidé à recueillir des preuves selon lesquelles les systèmes de justice officiels et communautaires ont omis d'aider les victimes de violence sexuelle pendant et après le conflit armé. Ces efforts ont aussi permis de réunir des femmes issues du peuple Ke'quchi au Guatemala ainsi que des femmes autochtones et des paysannes de la Colombie, pour qu'elles puissent partager leur expérience et discuter de stratégies pour obtenir justice. Le projet a également donné à la génération plus jeune de Colombiennes la possibilité de raconter l'histoire de leur mère sur vidéo, ce qui a contribué à l'émancipation des femmes et suscité des discussions chez les aînés des communautés sur la façon de prévenir la violence sexiste. En 2016, cela a permis de mettre en accusation et de condamner pour crimes contre l'humanité deux anciens hauts dirigeants de l'armée guatémaltèque.